

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 15/04/2021

CHIFFRES ET TENDANCES DES CYBERMENACES : CYBERMALVEILLANCE.GOUV.FR DÉVOILE SON RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

Quelles ont été les grandes tendances de la menace observées en 2020 sur la plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr), dans le contexte de crise sanitaire ? Quelles furent les répartitions des cyberattaques chez les particuliers et les professionnels ? Hameçonnage, piratage de compte, vol de données, rançongiciels... quelles ont été les principales causes de recherche d'assistance ? Enfin, quels outils et services pour répondre efficacement aux demandes d'assistance des victimes d'actes de cybermalveillance ? Le dispositif [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) répond à l'ensemble de ces questions dans son rapport d'activité annuel, qu'il publie ce jour sur son site Internet.

Composé de quatre parties, le rapport détaille entre autres les missions du dispositif, un bilan chiffré des recherches d'assistance (nombre de parcours victimes, répartition des menaces par type de publics...) et apporte une analyse des grandes tendances observées cette année, dans un contexte marqué par la crise sanitaire. **Quelles informations retenir de ce bilan ?**

De nouveaux services et contenus pour les publics

Outre un changement de logotype pour accompagner une identité visuelle plus ancrée dans le numérique, l'actualité du dispositif a été particulièrement riche, avec notamment :

- **La refonte en profondeur de sa plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr)** pour mieux répondre aux attentes des publics, les assister plus efficacement et mettre à leur disposition des outils de prévention ;
- **Le lancement du label [ExpertCyber](https://expertcyber.gouv.fr)** reconnaissant l'expertise des professionnels en sécurité numérique dans les domaines de l'installation, de la maintenance et de l'assistance, pour accompagner les entreprises, associations et collectivités dans leur sécurisation.

Sur le volet « sensibilisation », 260 communications, dont 41 alertes, ont été publiées sur les réseaux sociaux. Le top 5 de ces publications en nombre d'impressions a concerné exclusivement des alertes liées à la crise sanitaire (recommandations pour le télétravail en situation de crise, faux kits de confinement, etc.). 33 contenus d'actualité ont été mis en ligne sur la plateforme, dont 6 fiches « réflexes » et « pratiques ». Sur ces contenus, l'indice de satisfaction des internautes était de 98,5 %.

Les principaux chiffres de l'assistance en 2020

Que ce soit pour y trouver de l'information ou de l'assistance, la plateforme [Cybermalveillance.gouv.fr](https://cybermalveillance.gouv.fr) a vu sa fréquentation augmenter de 155 % en 2020, avec 1 235 545 visiteurs. Près de 105 000 personnes sont venues chercher de l'assistance sur la plateforme. La répartition des victimes par type de publics pour ces recherches a été de 88 % pour les particuliers, 10 %, pour les entreprises et associations, et 2 % pour les collectivités et des administrations.

Chez les **particuliers**, ces recherches d'assistance ont principalement porté sur l'hameçonnage (17%), suivi du piratage de compte (12%) et du faux support technique (11%).

S'agissant des professionnels, que ce soit pour la catégorie « **entreprises et associations** » ou « **collectivités et administrations** », les rançongiciels ont été cette année la première cause de recherche d'assistance, avec respectivement 17 % et 19%, suivi du pirate informatique (16 % et 13%) et du piratage de compte. En 2019, les rançongiciels concernaient 8 % et tenaient la 6e place sur ces publics ; en 2020, le nombre de recherches d'assistance sur cette menace a progressé de 30%.

Les grandes tendances observées sur cette période

- **La crise sanitaire** a vu une intensification des activités cybercriminelles, qui se sont développées de manières contextualisées ou opportunistes ;
- **L'hameçonnage** sous toutes ses formes reste l'un des principaux vecteurs à l'origine de multitudes d'attaques informatiques, avec une tendance en expansion de l'utilisation du SMS ;
- **Le piratage de compte en ligne** représente la 2ème menace constatée par la plateforme tous publics confondus, qu'il s'agisse des particuliers ou des professionnels, avec des effets parfois dévastateurs pour les victimes ;
- **Les arnaques au faux support technique** n'ont pas perdu en intensité en 2020 et continuent de faire des ravages en voyant leurs modes opératoires continuer d'évoluer ;
- **Les rançongiciels**, 1ère cause des recherches d'assistance des publics professionnels des secteurs privés et publics, ont connu une intensification sans précédent en 2020, avec des conséquences souvent désastreuses.

Pour télécharger le rapport d'activité détaillé, cliquez ici :

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/medias/2021/04/Rapport-activite-cybermalveillancegouvfr-2020.pdf>

Synthèse en infographie :

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/medias/2021/04/Retour-2020-infographie.pdf>

Contact : presse@cybermalveillance.gouv.fr

À propos de [Cybermalveillance.gouv.fr](https://www.cybermalveillance.gouv.fr)

Cybermalveillance.gouv.fr est le dispositif national d'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance, de sensibilisation aux risques numériques et d'observation de la menace sur le territoire français. Ses publics sont les particuliers, les entreprises (hors OIV et OSE) et les collectivités territoriales. Le dispositif est piloté par une instance de coordination, le Groupement d'intérêt public (GIP) ACYMA, composé d'une cinquantaine de membres issus du secteur public, du privé et du domaine associatif, et qui contribuent chacun à sa mission d'intérêt général. Cybermalveillance.gouv.fr référence sur sa plateforme des professionnels en sécurité numérique, répartis sur tout le territoire français, pour venir en aide aux victimes.

Ses membres :

PREMIER MINISTRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
MINISTÈRE DES ARMÉES
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE
ET DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

